



La grosse panne ?

Les prévisions nationales de croissance économique pour 2025, publiées par les différentes institutions (Banques centrales, OCDE, etc.), sont pour le moins ternes. Ainsi, l'Allemagne, un moteur économique de l'Union européenne (près d'un quart du PIB de la zone), subirait une année de quasi-stagnation (0,2% de croissance en 2025), la France et l'Italie devraient s'en sortir un peu mieux mais avec une croissance inférieure à 1% (respectivement +0,9% et +0,7%), enfin en contraste, l'Espagne, quatrième puissance économique de l'Union européenne, devrait afficher une insolente croissance de 2,5%.

Ces prévisions sont en ligne avec le rapport alarmant de Mario Draghi au sujet de la perte de compétitivité de l'Union européenne et l'actualité industrielle marquée en particulier par les difficultés du secteur automobile européen ou la problématique du prix de l'énergie. Face à l'hyper puissance industrielle de la Chine et l'hyper puissance financière et numérique américaine, l'Union européenne paraît bien désarmée et les velléités de la Commission européenne de relancer précisément l'industrie de l'armement européenne paraissent bien dérisoires. Pour autant, il y a d'une part la croissance économique et d'autre part la croissance des profits. Et de ce point de vue, le capitalisme issu de l'Union européenne n'est pas forcément dans une position aussi désavantageuse du fait de sa faculté à exporter ses capitaux dans les zones géographiques plus propices à l'accumulation. Ainsi, l'entreprise allemande BASF conduit un projet d'une dizaine de milliards d'euros en Chine, Volkswagen avait annoncé un investissement de 7 milliards de dollars dans le cadre d'un plan états-unien Inflation Reduction Act (IRA est un vaste projet de subventions de 369 milliards de dollars) de l'administration Biden) et aujourd'hui projette de fermer des usines en Europe.

L'industrie française emploie 2 salariés hors des frontières du pays pour 3 salariés en France, le ratio allemand s'élève à 1 pour 3 et l'italien 1 pour 4. Le stock de capital français accumulé hors des frontières se monte à 1.635 milliards de dollars. D'évidence, les profits du capitalisme français ne dépendent pas uniquement de la conjoncture nationale.

Inversement, la conjoncture nationale dépend en grande partie de la stratégie du capital. Ainsi, les décisions d'investissement, décisives pour l'évolution du PIB, peuvent être retardées voire abandonnées selon les perceptions de l'environnement des dirigeants d'entreprise, en particulier dans le domaine de la politique fiscale ou de l'évolution du coût de l'endettement. C'est pour rassurer ces angoisses que les gouvernements se sont ingéniés à mener une politique dite de l'offre qui consiste *in fine* à répondre toujours positivement aux revendications du capital.

Et dans ce sens, ce n'est certainement pas un hasard si la morosité économique coïncide avec des crises politiques en Allemagne et en France. Même si l'émergence d'un pôle révolutionnaire en capacité de contester fondamentalement le système sont minimales, il n'en reste pas moins vrai que les difficultés budgétaires de l'État, la faiblesse d'une majorité politique dédiée à la défense sans concessions du capital - et les débats animés au sujet des hausses d'impôts proposées par le gouvernement Barnier ont été éclairants sur le sujet – peut conduire les représentants du capital français à s'interroger sur la pertinence d'investir ici et maintenant.

De plus, alors que la commande publique demeure une ressource pour le capital, la politique budgétaire française est appelée à devenir restrictive sous les contraintes d'orthodoxie des finances publiques quel que soit le prochain gouvernement. De ce point de vue, la France n'est pas un terrain de chasse abondant, reste les guichets de l'Union européenne, mais la concurrence y est rude.

Tous ces éléments conduisent à une grosse panne de l'activité économique dont il s'agit de bien comprendre les vrais ressorts. Dans le grand jeu de la globalisation, le capital s'est donné les moyens de s'extraire de toutes contraintes et de choisir où faire fructifier ses capitaux, il a également des moyens de pression pour influencer sur les politiques publiques à son avantage et il peut décider souverainement d'accélérer, ralentir ou cesser les activités dans une zone géographique selon ses propres critères de rentabilité sans se préoccuper des conséquences de son

choix sur son environnement social-économique.

Quant aux cas spécifiques de la France et de son État dont les finances sont réputées catastrophiques, il est possible d'avancer que le Capital a pressé le citron et qu'il a la possibilité d'aller voir ailleurs. Alors que la France bat des records de déficit commercial manufacturier, la décence voudrait que les défenseurs de la politique de l'offre se montrent moins bruyants. Eh bien non, manifestement ! Ils affirment qu'il faut aller plus loin dans ce sens !

Il n'est pas certain qu'une politique économique « keynésienne » puisse alléger les dommages subis par les travailleurs dans la phase actuelle du capitalisme triomphant. User des mécanismes de la dépense publique (sans s'attarder sur les critères maastrichtiens) revient à satisfaire le capitalisme financier avec en vue des arbitrages du FMI. Conduire une politique monétaire accommodante est de l'ordre du possible, cela permet d'encourager l'investissement dans la mesure où un coût d'endettement moins élevé augmente les perspectives de profit mais dans le même temps n'assure pas de la qualité effective dans le temps de tous les projets.

Il ne semble pas possible de résoudre les difficultés pour le monde du travail dans le cadre capitaliste actuel. Il s'agit de construire un projet dans lequel les décisions économiques ressortent de décisions politiques dans le cadre d'une souveraineté pleine et entière des travailleurs.